economiesuisse

S’atteler maintenant aux réformes du service public dans les médias

economiesuisse salue l’acceptation par le peuple et les cantons du nouveau régime financier. De plus, l’organisation faîtière prend acte, avec satisfaction, du non à l’initiative «No Billag». Cette décision ouvre la voie au débat indispensable sur l’étendue et les limites du service public dans les médias.

Le oui au nouveau régime financier 2021 prolonge jusqu’en 2035 la compétence, limitée dans le temps, de la Confédération de prélever l’impôt fédéral direct et la TVA. C’est une bonne nouvelle, car l’importance de ces deux impôts pour le budget de la Confédération et pour les tâches ainsi financées est grande.

Les électeurs ont visiblement estimé que l’initiative populaire en vue de l’abolition de la redevance radio-TV était trop radicale. Le non ferme du peuple et des cantons ne doit cependant pas occulter le fait qu’un débat sur l’étendue et la profondeur de l’offre de la SSR reste nécessaire. economiesuisse attend maintenant des milieux politiques et de la SSR qu’ils fassent avancer avec ténacité les réformes annoncées. Le service public dans les médias joue un rôle important sur le plan démocratique. Il contribue à la stabilité politique et donc à l’attrait de la Suisse.